

**Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**A.D.A.P.E.I.
des Alpes-Maritimes**

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE
DES PARENTS ET AMIS DE
PERSONNES HANDICAPEES MENTALES
DES ALPES-MARITIMES
(A.D.A.P.E.I. - AM)
Nice La Plaine 1 – Bâtiment B2
Avenue Emmanuel Pontrémoli – CS 83218
06204 NICE Cedex 3**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PARENTS ET AMIS
DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES
DES ALPES MARITIMES (A.D.A.P.E.I. - AM)**

**Siège social : Nice la Plaine 1, Bâtiment B2
Avenue Emmanuel Pontrémoli – CS 83218
06204 NICE Cedex 3**

***Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2024***

A l'assemblée générale de l'Association A.D.A.P.E.I. – AM,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.D.A.P.E.I. - AM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L821-53 et R821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

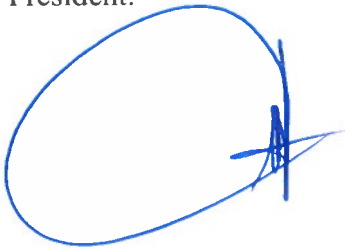


- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Le Cannet, le 5 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes :
CABINET TRINTIGNAC & ASSOCIES

M. Jean-François GUTTADORO,
Président.



M. Bruno ALLEAUME,
Commissaire aux Comptes Associé.



I. BILAN

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N-1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2023 - 12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	25 984,83	25 984,83		
Concessions, brevets, licences, marques, ...	213 206,89	211 679,29	1 527,60	2 012,60
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 674 057,13	1 533 466,92	6 140 590,21	6 436 195,67
Constructions	86 893 101,64	45 881 482,42	41 011 619,22	41 358 762,64
Installations techniques, matériels et outillage	10 068 654,56	8 001 421,17	2 067 233,39	2 049 678,77
Autres immobilisations corporelles	11 767 516,25	9 313 316,17	2 454 200,08	2 410 490,92
Immobilisations corporelles en cours	44 236,36		44 236,36	2 471 813,61
Avances et acomptes	59 211,86		59 211,86	89 734,24
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	3 841 275,57		3 841 275,57	3 648 198,47
Autres immobilisations financières	159 560,47		159 560,47	224 040,38
ACTIF IMMOBILISE - Total I	120 746 805,56	64 967 350,80	55 779 454,76	58 690 927,30
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	150 655,86		150 655,86	121 948,05
Avances et acomptes	82 773,15		82 773,15	51 521,84
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 939 627,00	528 925,57	4 410 701,43	3 870 799,71
Créances reçues par legs ou donations	225 504,97		225 504,97	
Autres créances	491 041,29		491 041,29	2 932 638,42
Disponibilités	39 326 464,19		39 326 464,19	36 539 600,31
Charges constatées d'avance	272 353,71		272 353,71	239 627,88
ACTIF CIRCULANT - Total II	45 488 420,17	528 925,57	44 959 494,60	43 756 136,21
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	166 235 225,73	65 496 276,37	100 738 949,36	102 447 063,51



	Exercice N	Exercice N-1
PASSIF	01/2024 - 12/2024	01/2023 - 12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	545 561,88	545 561,88
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	424 337,65	424 337,65
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	40 903 196,57	41 466 803,94
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	22 022 046,49	25 218 851,43
Autres réserves	15 094 771,52	15 183 854,15
Report à nouveau	468 188,74	2 504 554,11
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	3 907 615,26	5 191 306,83
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-2 473 415,77	-2 653 741,97
Excédent ou déficit de l'exercice	850 454,58	-1 556 856,75
Situation nette (sous total)	58 286 510,94	58 568 254,98
Subventions d'investissement	2 726 446,87	2 876 928,42
Provisions réglementées	10 491 538,62	8 473 665,56
FONDS PROPRES - Total I	71 504 496,43	69 918 848,96
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	225 504,97	
Fonds dédiés	5 633 851,98	5 592 254,89
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	5 859 356,95	5 592 254,89
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 392 480,46	1 434 150,85
Provisions pour charges	913 934,50	613 011,21
PROVISIONS - Total III	2 306 414,96	2 047 162,06
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	9 497 812,31	10 645 450,12
Emprunts et dettes financières diverses	3 309,43	2 767,00
Avances et acomptes reçus sur commande	804 657,09	1 293 168,80
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 241 645,97	3 269 360,87
Dettes fiscales et sociales	6 858 008,34	7 442 414,95
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	689 026,01	892 752,55
Autres dettes	973 909,87	1 341 012,23
Produits constatés d'avance	312,00	1 871,08
DETTES - Total IV	21 068 681,02	24 888 797,60
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	100 738 949,36	102 447 063,51



II. COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1
	01/2024 - 12/2024	01/2023 - 12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	38 532,00	37 279,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	446 583,79	544 333,58
Ventes de prestations de services	11 136 086,82	10 943 480,70
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	54 665 121,42	57 031 651,78
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	51 520 862,43	54 146 139,33
Ressources liées à la générosité du public	888 136,64	164 816,26
<i>Dons manuels</i>	38 024,21	25 045,20
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	850 112,43	139 771,06
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	606 410,71	360 242,34
Utilisations des fonds dédiés	379 852,47	961 227,68
Autres produits	11 934 652,75	11 688 680,23
Total I	80 095 376,60	81 731 711,57
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stocks	11 340,94	1 676,13
Achats de matières premières et autres approvisionnement	54 971,68	45 364,71
Autres achats et charges externes	22 013 910,49	25 532 136,66
Impôts, taxes et versements assimilés	3 336 185,94	3 440 607,53
Salaires et traitements	32 521 576,59	32 748 281,18
Charges Sociales	13 970 819,49	13 857 642,94
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 286 484,14	5 527 534,05
Reports en fonds dédiés	1 650 827,02	503 021,09
Autres charges	518 313,36	1 497 300,04
Total II	79 341 747,77	83 150 212,07
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	753 628,83	1 418 500,50
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 484 858,68	654 800,23
Total III	1 484 858,68	654 800,23
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions	952 535,37	
Intérêts et charges assimilées	405 800,06	431 713,66
Total IV	1 358 335,43	431 713,66
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	126 523,25	223 086,57
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	880 152,08	1 195 413,93
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	15 525,76	1 227,35
Sur opérations en capital	1 777 088,32	138 378,51
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	753 343,03	844 517,45
Total V	2 545 957,11	984 123,31
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	35 896,79	641 323,39
Sur opérations en capital	726 529,63	190 398,08
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 662 714,77	445 914,70
Total VI	2 425 141,19	1 277 636,17
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	120 815,92	293 512,86
Impôts sur les bénéfices (VIII)	150 513,42	67 929,96
Total des produits (I+III+V)	84 126 192,39	83 370 635,11
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	83 275 737,81	84 927 491,86
EXCEDENT OU DEFICIT	850 454,58	1 556 856,75



III. ANNEXE COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2024

Préambule

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association.



a. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Affiliée à l'UNAPEI¹, reconnue d'utilité publique par décret du 30 août 1963, l'ADAPEI-A.M.², Association Loi 1901 à but non lucratif, a été créée le 22 avril 1955 par des parents et amis d'enfants handicapés et publiée au Journal Officiel le 29 avril 1955.

Sa durée est illimitée.

La dernière mise à jour des statuts date du 8 juin 2024.

Le siège social est situé à Nice.

Selon l'article 2 de ses statuts en vigueur, l'ADAPEI-AM a pour buts :

2.1 - de poursuivre au sein de l'UNAPEI la défense morale et matérielle des personnes en situation de handicap et/ou de vulnérabilité : enfants, adolescents ou adultes, nommées ci-après « Personnes accompagnées » ;

2.2 - de donner aux Personnes accompagnées, en fonction de leur situation individuelle, la « possibilité » d'agir, la « capacité » d'agir et les « moyens » d'agir sur leur parcours de vie, au travers d'un accompagnement et d'un soutien adaptés ;

2.3 - de promouvoir et de mettre en œuvre ce qui peut être nécessaire pour le meilleur développement physique, intellectuel et moral des Personnes accompagnées, de favoriser leur plein épanouissement et dans toute la mesure du possible, leur insertion professionnelle et sociale. Pour ce faire, elle peut agir auprès des Pouvoirs Publics, Administrations, élus et tous organismes constitués ;

2.4 - d'engager toute action de partenariat, de concertation et/ou de médiation visant à favoriser l'intégration et l'exercice de la citoyenneté de la Personne accompagnée ;

2.5 - d'apporter aux familles et proches aidants des Personnes accompagnées l'appui moral et matériel dont ils ont besoin, de développer entre eux un esprit d'entraide et de solidarité, et de les amener à participer activement à la vie associative ;

¹ Union Nationale des Associations de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales

² Association Départementale des Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes



- offrant aux Personnes accompagnées un accompagnement adapté leur permettant de réaliser leur projet de vie, au regard notamment de l'évolution des politiques publiques et de la mise en place de nouveaux dispositifs d'accompagnement ;
organisant toutes activités dans le cadre des loisirs, de l'accès à la culture, au sport, à l'information et au bien-être de la Personne accompagnée.

L'Association est organisée par domaine de compétences, sa zone d'activité s'étend à l'ensemble du territoire des Alpes-Maritimes :

Un Pôle Accueil, hébergement et soin

- Etablissements et Services Accueil et Hébergement :
 - Foyer d'Hébergement,
 - Foyer de Vie,
 - Foyer Eclaté,
 - Centre d'Accueil de Jour (C.A.J.),
 - Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (S.A.V.S.),
 - Etablissement d'Accueil Médicalisé (E.A.M.).
- Maison d'Accueil Spécialisée (M.A.S.)
- Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE)

Un Pôle Travail et insertion

- Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT).
- Section d'Accompagnement Spécialisé (S.A.S.).

Un Pôle Jeunesse

- Institut Médico Educatif (I.M.E.) :
 - Section d'Education et d'Enseignement Spécialisés (S.E.E.S.), en internat et en externat
 - Section d'Initiation et de Première Formation Professionnelle (S.I.P.F.P.), en internat et en externat
- Service d'Education Spécialisée et de Soins A Domicile (S.E.S.S.A.D.).
- Unité d'Enseignement Élémentaire Autisme (UEEA)

Un Siège social

Une Gestion associative et 5 sections



b. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2024

✓ Contexte

L'année 2024 est marquée par les principaux événements :

- La cession des autorisations de la MAS des Fontaines à l'APREH en date du 15 février 2024.

En 2023, le bâtiment de la Mas des Fontaines avait fait l'objet des travaux de désenfumage de mai 2023 à janvier 2024. Le transfert des résidents de la MAS des Fontaines vers des établissements d'accueil temporaire pendant la réalisation a engendré des coûts exceptionnels pour les accueils temporaires soit un déficit sur 2023 de 1 965 K€ pour la Mas des Fontaines

- La prorogation des CPOM et autorisations des frais de siège
- Les évolutions de places sur le périmètre des établissements financés par le Conseil Départemental.
- L'ouverture du Foyer des Clémentines et la fermeture du Foyer Epanouir sur l'été 2023 et les modifications d'installation de places sur les foyers Ouest Azur,
- La réalisation des évaluations uniques en 2024 sur les établissements de l'accueil et l'habitat

La mise en œuvre du plan de transformation ESAT dont notamment le remboursement des frais de transport collectif pour les TH à partir du 1^{er} juillet 2024 et un report de la mise en place du contrat de prévoyance santé dans l'attente des décrets d'application de nouveaux dispositifs salariaux :

L'extension du Ségur a été arrêtée au Journal Officiel du 25 juin 2024 sur la base des accords de branche du secteur sanitaire, social et médico-social du 4 juin 2024, avec effet rétroactif au 01/01/24 avec des démarches en cours pour les financements des personnels éligibles des établissements financés par le conseil départemental et les personnels rattachés au siège social.

Mise en place de dispositifs salariaux exceptionnels sur la Mas de Canta Galet (prime exceptionnelle sur 08/2024 et prime de présentisme sur 2025)

- Des difficultés de recrutements et un recours important à l'intérim
- Des Contentieux URSSAF et formalités en cours concernant le versement mobilité

- L'affectation des produits financiers en provisions réglementées en vertu des dispositions II de l'article R.314-95 du code de l'action sociale et des familles à compter de 2024.

- Tarification des établissements financés par le Conseil Départemental

Le CPOM CD 06 a été signé pour la période 2018-2022 et prorogé jusqu'au 31/12/2025.

1. Dotation globalisée annuelle

Pour l'exercice 2024 et conformément à l'arrêté n°MDA/2024/0771, le budget alloué s'élève à 26 379 650 € et tient compte d'un taux d'évolution de 2,60 %, soit 666 501€ d'actualisation par rapport à l'enveloppe financière accordée en 2023 et 78 695€ de financement en année pleine au titre des places complémentaires autorisées au cours de l'année 2023.

Evolution depuis le début du CPOM CD 06 :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
DGF	24 584 898 €	24 756 993 €	24 930 292 €	25 104 803 €	25 634 454 €	26 379 650 €
<i>Dont taux d'actualisation</i>	<i>0,20%</i>	<i>0,70%</i>	<i>0,70%</i>	<i>0,70%</i>	<i>2,00%</i>	<i>2,60%</i>
<i>Dont montant d'actualisation</i>	<i>49 072 €</i>	<i>172 094 €</i>	<i>173 299 €</i>	<i>174 512 €</i>	<i>502 096 €</i>	<i>666 501 €</i>
<i>Dont financement places complémentaires</i>					<i>27 555 €</i>	<i>78 695 €</i>
<i>Dont soutien exceptionnel inflation</i>				<i>336 021 €</i>		

2. Financement relatif à la mise en œuvre de la revalorisation des métiers de l'accompagnement social et médico-social

Séjour de la Santé « Laforcade 1 » personnel soignant et de rééducation :

Le ministère de la santé a agréé des accords et des recommandations patronales relatives à des hausses de salaires et au versement de primes de 238 € brut par mois pour un temps plein pour les personnels « soignants » du secteur médico-social privé à but non lucratif. (Accord du 8 décembre 2021 relatif à la revalorisation "Séjour 2" de la convention collective nationale 66 agréé par un arrêté du 6 janvier 2022 et publié au Journal



officiel du 18 janvier 2022). Les dispositions de l'accord s'appliquent avec un effet rétroactif au 1er novembre 2021.

- **Complément de traitement Indiciaire (CTI) Ségur de la Santé Filière socio-éducative métier de l'accompagnement :**

La revalorisation salariale de 238 € brut par mois pour un temps plein est étendue au personnel de la filière socio-éducative métier de l'accompagnement du secteur médico-social privé à but non lucratif à compter du 1er avril 2022. (Accord collectif du 2 mai 2022 agréé par arrêté du 17 juin 2022 publié au journal officiel du 23 juin 2022).

Pour l'année 2023, dans le cadre de ces revalorisations, un arrêté de financement n°MDA/2023/ESMS/12/61 relatif à la mise en œuvre de la revalorisation des métiers de l'accompagnement social et médico-social pour l'année 2023 a été reçu le 12 décembre 2023. Le Département accorde à l'Association une dotation forfaitaire uniquement pour les salariés éligibles d'un montant de 1 228 859 € destinée au financement de la revalorisation salariale. Un fond dédié de 11 149 € a été constitué. Les fonds 2023 ont été versés le 10 janvier 2024, et avaient été comptabilisés en « produits à recevoir » dans les comptes de l'Association au 31/12/2023.

Pour l'année 2024, dans le cadre de ces revalorisations, un arrêté de financement n°MDA/2024/0892 relatif à la mise en œuvre de la revalorisation des métiers de l'accompagnement social et médico-social pour l'année 2024 a été reçu le 25 novembre 2024. Le Département accorde à l'Association une dotation forfaitaire 2024 uniquement pour les salariés éligibles d'un montant de 1 207 726 € destinée au financement de la revalorisation salariale. Par rapport aux modalités de calcul du conseil départemental, ce financement s'avère insuffisant à hauteur de 53 974€ sur 2024 et 31 275€ sur 2023.

Ségur pour tous :

L'accord collectif du 4 juin 2024 agréé par l'arrêté du 25 juin 2024 publié au journal officiel du 26 juin 2024 généralise la prime Ségur aux personnels qui n'en ont pas bénéficié à compter du 1^{er} janvier 2024 soit une revalorisation salariale de 238 € brut par mois pour un temps plein.

Cet accord et son financement s'inscrivent en préfiguration de la convention collective nationale unique étendue (CCNUE) de la branche de l'action sanitaire sociale (BASS) qui doit faire l'objet d'une négociation des



partenaires sociaux sur les classifications et rémunérations, constituant le cœur de la future convention collective de branche.

Au 31 Décembre 2024, aucun financement n'a été attribué spécifiquement par le Conseil Département 06. Le coût de cette mesure de revalorisation représente 234 031 € pour les salariés concernés du périmètre Conseil Départemental 06.



- Tarification des établissements financés par l'Assurance Maladie

Un CPOM a été conclu entre l'Agence Régionale de Santé PACA et l'Association couvrant la période 2018 – 2022 et prorogé jusqu'au 31/12/2025.

La décision tarifaire ARS 2024 n°232 du 25 novembre 2024, qui se substitue à la décision tarifaire 2024 n°209 du 15 juillet 2024, tient compte des effets induits par la logique de convergence tarifaire. Le taux d'actualisation de la base reconductible octroyé dépend ainsi du coût à la place de l'établissement par rapport au coût de référence régional.

La décision tarifaire 2024 tient compte notamment :

- De la réfaction de crédit de la dotation de la MAS des Fontaines pour les 7 places non occupées entre le 1^{er} janvier 2024 et le 15 février 2024 pour un montant de 34 900 € en 2024.
- Du financement de Crédits non reconductibles pour situations critiques suivies par le PCPE d'un montant de 13 120€.
- Du financement de la pérennisation du répit d'été du PCPE dans le cadre de l'AMI ARS PACA 50 000 Solutions soit 55 000€ en mesures nouvelles
- Du financement de l'extension d'ouverture de l'IME Pierre Merli dans le cadre de l'AMI ARS PACA 50 000 Solutions soit 35 000€ en mesures nouvelles
- Du financement de l'extension du Ségur (« Ségur pour tous ») soit 598 409€ en mesures nouvelles.
- Du rebasage du financement du PCPE avec des Crédits Non Reconductibles à hauteur de 130 219€



1. Dotation globale

La dotation globale allouée 2024 par l'ARS se décompose de la façon suivante :

	2023	2024
DGF (hors CNR)	28 751 874,00 €	29 170 466,93 €
Réfaction Mas des Fontaines	-277 683,00 €	-34 900,05 €
Redéploiement de crédits pérennes - transfert de tarification à l'APREH		-4 040 215,29 €
DGF SEGUR - Attractivité	8 031,00 €	
DGF SEGUR - Extension médecins	4 722,00 €	
DGF SEGUR - Filière socio-éducatif (Rééquilibrage)	232 129,00 €	75 889,37 €
ACTUALISATION SEGUR - ouverture et extensions de places 2021 et 2022	9 241,00 €	
MN Revalorisation salariale CCNUE (Segur pour tous)		608 606,39 €
MN CNH 50000 solutions - Socle		90 000,00 €
CNR Gratification stagiaires	114,00 €	
CNR Situations Critiques ou complexes		13 120,00 €
CNR Aide aux aidants	23 340,00 €	
CNR Evolution de l'offre médico-sociale	200 000,00 €	130 218,83 €
CNR Evolution de l'offre LS (projet Handiwork)		4 500,00 €
CNR Compensation CTI SEGUR	156 151,00 €	
Amendement Creton IME Pierre Merli	594 611,00 €	556 899,47 €
Tarification ESAT MENTON DAS Monaco	91 736,00 €	91 736,00 €
TOTAL	29 794 266,00 €	26 666 321,65 €
<i>dont CNR</i>	<i>379 605,00 €</i>	<i>147 838,83 €</i>
MN Revalorisation salariale CCNUE (Segur pour tous) transférées à l'APREH pour la MDF	0,00 €	-10 197,22 €
TOTAL	29 794 266,00 €	26 656 124,43 €

Selon la proposition tarifaire n°203 portant modification pour 2024 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au CPOM de l'ARS, le montant de la revalorisation 2024 s'élève à 126 759 € et les taux de revalorisation pris en compte par établissement pour l'année 2024 sont les suivants :

ETABLISSEMENTS	BASE RECONDUCTIBLE 2023	TAUX	ACTUALISATION
ESAT ANTIBES	2 190 814,35 €	0,41%	9 066 €
ESAT CANNES	1 679 255,50 €	0,41%	6 949 €
ESAT SIAGNE	2 040 579,36 €	0,41%	8 444 €
ESAT NICE	4 998 787,50 €	0,41%	20 686 €
ESAT MENTON	1 752 942,75 €	0,41%	7 254 €
TOTAL ESAT	12 662 379 €	0,41%	52 400 €
FAM SOINS	730 579,58 €	0,44%	3 207 €
MAS DE CANTA GALET	5 922 708,55 €	0,46%	27 435 €
PCPE	326 617,27 €	0,00%	0 €
MAS DES FONTAINES	4 599 226,52 €	0,44%	20 191 €
TOTAL MAS FAM	11 579 132 €	0,44%	50 832 €
IME	4 054 714,35 €	0,46%	18 501 €
UEEA	159 739,64 €	0,00%	0 €
SESSAD	1 144 642,52 €	0,44%	5 025 €
TOTAL IME	5 359 097 €	0,44%	23 526 €
TOTAL DG ARS	29 600 608 €	0,43%	126 759 €

Conformément au ROB 2024, les recettes régularisées « Amendement Creton » de l'IME Pierre Merli identifiées dans l'ERRD 2023 ont été reprises par l'ARS pour un montant de 556 899 €. Pour mémoire, ces recettes avaient été comptabilisées en produit à reverser à l'ARS dans le cadre du bilan 2023. Cette récupération est venue en déduction des versements de la tarification de l'exercice 2024.

Le montant de la facturation des « amendements Creton » CD 06 pour 2024 s'élève à 605 071€.

Evolution depuis le début du CPOM ADAPEI AM ARS :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
DGF	25 867 914 €	26 791 220 €	26 821 236 €	28 651 596 €	29 794 266 €	26 666 322 €
<i>Dont CNR</i>	86 875 €	651 117 €	572 292 €	199 258 €	379 605 €	147 839 €
<i>Dont montant d'actualisation</i>	172 968 €	225 402 €	225 341 €	151 651 €	124 871 €	126 759 €
<i>Dont tarification DAS Monaco</i>	90 018 €	90 348 €	90 898 €	91 316 €	91 736 €	91 736 €



2. Financement relatif à la mise en œuvre de la revalorisation des métiers de l'accompagnement social et médico-social

Ségur de la Santé « Laforcade 1 » personnel soignant et de rééducation :

Le ministère de la santé a agréé des accords et des recommandations patronales relatives à des hausses de salaires et au versement de primes de 238 € brut par mois pour un temps plein, pour les personnels « soignants » du secteur médico-social privé à but non lucratif. (Accord du 8 décembre 2021 relatif à la revalorisation "Ségur 2" de la convention collective nationale 66 agréé par un arrêté du 6 janvier 2022 et publié au Journal officiel du 18 janvier 2022). Les dispositions de l'accord s'appliquent avec un effet rétroactif au 1er novembre 2021.

Complément de traitement Indiciaire (CTI) Ségur de la Santé Filière socio-éducative métier de l'accompagnement :

La revalorisation salariale de 238 € brut par mois pour un temps plein est étendue au personnel de la filière socio-éducative métier de l'accompagnement du secteur médico-social privé à but non lucratif à compter du 1 avril 2022. La mesure s'applique à des emplois limitativement énumérés. (Accord collectif du 2 mai 2022 agréé par arrêté du 17 juin 2022 publié au journal officiel du 23 juin 2022).

Complément de traitement Indiciaire (CTI) Ségur 2 autres mesures :

Par arrêté du 24 janvier 2022 publié au journal officiel du 06 mars 2022 la recommandation patronale de Nexem au Ségur 2 est agréée et prévoit une indemnité mensuelle d'un montant de 38 € brut pour un temps plein pour les personnels exerçant les métiers suivants :

- ✓ Aides-soignants ;
- ✓ Auxiliaires de puériculture ;
- ✓ Infirmiers (toutes catégories) ;
- ✓ Cadres infirmiers et cadres infirmiers psychiatriques ;
- ✓ Masseurs-kinésithérapeutes ;
- ✓ Orthophonistes ;
- ✓ Orthoptistes ;
- ✓ Ergothérapeutes ;
- ✓ Psychomotriciens ;
- ✓ Manipulateurs en radiologie ;
- ✓ Pédiatures-podologues.



L'indemnité « Ségur 2 » concerne les ESMS financés en tout ou partie par l'Assurance Maladie et est applicable avec effet rétroactif au 1er janvier 2022, y compris pour les salariés ayant quitté la structure depuis. Pour les métiers concernés, l'indemnité « Ségur 2 » se cumule avec Laforcade 1 pour les personnels des structures éligibles.

Ségur 2 médecins :

La recommandation patronale du 27 juin 2022 a pour objet de mettre en place une prime pour les médecins salariés des établissements et services sociaux et médico-sociaux dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif. L'arrêté d'agrément du 19 août 2022 a été publié au Journal officiel du 22 septembre 2022. Cette recommandation patronale prévoyant un complément de rémunération de 517€ bruts/mois pour un temps plein est ainsi applicable avec effet rétroactif au 1er avril 2022.

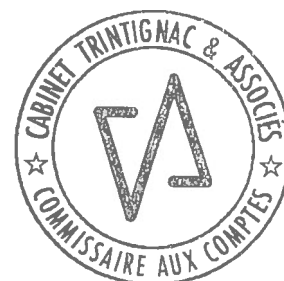
Ségur pour tous :

L'accord collectif du 4 juin 2024 agréé par l'arrêté du 25 juin 2024 publié au journal officiel du 26 juin 2024 généralise la prime Ségur aux personnels qui n'en ont pas bénéficié à compter du 1^{er} janvier 2024 soit une revalorisation salariale de 238 € brut par mois pour un temps plein.

Cet accord et son financement s'inscrivent en préfiguration de la convention collective nationale unique étendue (CCNUE) de la branche de l'action sanitaire sociale (BASS) qui doit faire l'objet d'une négociation des partenaires sociaux sur les classifications et rémunérations, constituant le cœur de la future convention collective de branche.

L'enveloppe globale allouée par l'ARS au titre du dispositif SEGUR POUR TOUS, LAFORCADE et du SEGUR 2 versée aux salariés s'élève à 2 266 309 € et a donné lieu à la constitution d'un fond dédié de 645 136€.

Des virements de crédit et relatif au financement de ces mesures ont été effectués entre les établissements financés par l'ARS.



3. Crédits non reconductibles

Dans le cadre de la campagne budgétaire 2023 des ESMS, des crédits non reconductibles d'un montant de 379 605 € ont été alloués au titre des dépenses suivantes :

- ✓ Compensation CTI SEGUR
- ✓ « Evolution de l'offre » qui correspond au soutien de financement de la Mas des Fontaines
- ✓ Gratification des stagiaires
- ✓ Aide aux aidants pour le « répit estival » organisé par le PCPE

ETABLISSEMENTS	CNR gratifications des stagiaires	CNR Aide aux aidants	CNR SEGUR Compensation CTI	CNR Evolution de l'offre médico-sociale	TOTAL CNR
ESAT ANTIBES			4 098 €		4 098 €
ESAT CANNES					- €
ESAT SIAGNE			77 149 €		77 149 €
ESAT NICE			16 345 €		16 345 €
ESAT MENTON					- €
TOTAL ESAT	- €	- €	97 592 €	- €	97 592 €
FAM SOINS			58 559 €		58 559 €
MAS DE CANTA GALET					- €
PCPE		23 340 €			23 340 €
MAS DES FONTAINES				200 000 €	200 000 €
TOTAL MAS FAM	- €	23 340 €	58 559 €	200 000 €	281 899 €
IME	114 €				114 €
UEEA					
SESSAD					- €
TOTAL IME	114 €	- €	- €	- €	114 €
TOTAL DG ARS	114 €	23 340 €	156 151 €	200 000 €	379 605 €



Dans le cadre de la campagne budgétaire 2024 des ESMS, des crédits non reconductibles d'un montant de 147 839 € ont été alloués au titre des dépenses suivantes :

- ✓ CNR pour situations critiques PCPE
- ✓ CNR rebasage du financement au niveau national des PCPE
- ✓ CNR financement handiwork 2023 pour l'ESAT DE NICE

ETABLISSEMENTS	CNR gratifications des stagiaires	CNR Aide aux aidants	CNR SEGUR Compensation CTI	CNR Evolution de l'offre médico-sociale	TOTAL CNR
ESAT ANTIBES					- €
ESAT CANNES					- €
ESAT SIAGNE					- €
ESAT NICE				4 500 €	4 500 €
ESAT MENTON					- €
TOTAL ESAT	- €	- €	- €	4 500 €	4 500 €
FAM SOINS					- €
MAS DE CANTA GALET					- €
PCPE				143 224 €	143 224 €
MAS DES FONTAINES					- €
TOTAL MAS FAM	- €	- €	- €	143 224 €	143 224 €
IME					- €
UEEA					- €
SESSAD					- €
TOTAL IME	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL DG ARS	- €	- €	- €	147 724 €	147 724 €

4. Financement PCPE MAS de Canta Galet

Concernant le PCPE adossé à la MAS de Canta Galet, le solde des crédits FIR au 31/12/2019 d'un montant de 83 790 € n'a pas été complètement utilisé sur l'année 2020. Un second avenant à la convention pluriannuelle de financement 2016-2017 PCPE a été signé avec l'ARS le 29/04/2019 pour l'utilisation de ce solde. Au 31/12/2022, le solde des crédits FIR au titre du PCPE s'élevait à 17 631 €. Sur la période estivale 2023, le PCPE a été autorisé à utiliser le solde du FIR pour une démarche de coopération de temps de répit. Le financement FIR a été totalement soldé.



Une convention 2019-02 dispositif « PCPE » Pôle de compétences et de prestations externalisées pour les personnes en situation de handicap a été signée le 29/04/19 avec l'ARS afin de pérenniser ce dispositif qui a été renouvelé pour une durée de 15 ans. La dotation annuelle allouée s'élève à 250 000 €. A la suite de la lecture du rapport d'activités 2020 faisant état des actions menées par le PCPE porté par l'ADAPEI AM en partenariat avec la Fondation LENVAL dans le département des Alpes Maritimes, l'ARS PACA a décidé de revaloriser le dispositif de 50 000 €. Ces crédits viennent abonder le budget pérenne du PCPE à partir de l'année de 2020 soit un budget annuel de 300 000 €. Cette dotation supplémentaire de 50 000 € allouée au

titre de l'année 2020 n'a pas pu être utilisée sur cet exercice et a été inscrite en fonds dédiés dans le cadre de la clôture des comptes au 31/12/2020. Le solde de ce fonds dédié au 31 décembre est de 5 415,40€.

Un CNR de 130 218,83€ a été octroyé dans le cadre d'un rebasage national des PCPE. Une partie de ce CNR a été utilisé sur l'exercice 2024 en compensation des charges engagées à hauteur de 37 630,10€. Un fonds dédié a été constitué à hauteur du solde de ce CNR soit 92 588,73€.

5. Contrôle URSSAF

Le contrôle URSSAF diligenté en 2018 pour la période 2015-2017 a maintenu la remise en question de l'exonération du Versement Transport pour les établissements relevant de la CASA.

Cette décision fait l'objet d'une procédure pendante devant le Tribunal Judicaire.

Début 2022, un nouveau contrôle URSSAF a été diligenté et a porté sur l'application des législations relatives aux cotisations et contributions obligatoires au titre la période 2019 à 2021.

Les mises en demeure correspondant au rappel de versement mobilité des établissements relevant de la CASA, de la CACPL et de la CAPG **a été ainsi provisionnées au 31 décembre 2022 pour un montant de 705 276 €** majorations de redressement et de retard incluses. Les chefs de redressement non contestés ont, quant à eux, été comptabilisés en charges à payer pour un montant de 12 461 € majorations de retard incluses.

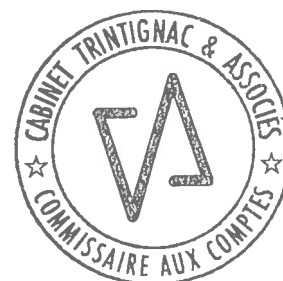
Cette décision fait l'objet d'une procédure pendante devant le Tribunal Judicaire au même titre que le redressement Urssaf de 2018.

En 2023, un versement provisoire du redressement URSSAF a été effectué et a donné lieu à la reprise de la provision et à la constatation d'une perte exceptionnelle.

Par ailleurs, le contrôle Urssaf a également mis en exergue une contestation d'exonération du versement mobilité sur le périmètre de la métropole Nice Côte d'azur à compter de 2022.

Des démarches sont été conduites pour obtenir des exonérations expresses de la part des AOM.

Nous avons obtenu une exonération expresse de la communauté d'agglomération des Pays de Grasse (CAPG) pour l'année 2023 et 2024. Le provisionnement du versement mobilité au titre de l'année 2024 sur le périmètre de la CASA, CACPL et Métropole de Nice hors ESAT de Nice s'élève à 286 318 €.



6. Fonds d'Intervention Régional (FIR) DUI

Dans le cadre du **plan numérique ARS**, une convention FIR a été signée par l'ARS PACA et l'Association le 06/07/2021.

Elle a pour objet la mise en place d'une solution Dossier Usager Informatisé (DUI) au sein des établissements afin de développer le système d'information et faire évoluer le dossier usager informatisé dans le cadre de l'application régionale du plan ESMS numérique porté au niveau national par la CNSA. Les crédits FIR attribués s'élèvent à 238 442 €.

7. Fonds pour la modernisation et l'investissement du système de santé (FMIS) DUI

Dans le cadre du **plan de relance dans l'investissement du système de santé**, décliné sur le thème du numérique par le plan Ségur Numérique, une convention n°72082022 relative au versement des fonds pour la modernisation et l'investissement du système de santé (FMIS) numérique 2021 a été signée par l'ARS PACA et l'Association le 06/05/2022.

Cette convention vise à définir les modalités du soutien financier de l'ARS PACA et les obligations de l'Association en vue de la mise en conformité d'une solution existante. Le montant de la subvention s'élève à 245 000 €. La convention prend effet à compter de la date de notification et prend fin au 01 janvier 2026.



c. PRINCIPES, REGLES & METHODES COMPTABLES

I. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence.

Conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels résultants des textes législatifs et réglementaires relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico sociaux.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels.
- Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux.
- De la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.

II. Evénements postérieurs à la clôture 2024

Les états financiers de l'Association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2024 de l'Association, la gouvernance et la direction de l'Association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité à poursuivre son exploitation.



III. Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Agrégation des comptes annuels

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun correspondant aux frais de siège sont neutralisés.

Certaines prestations internes ont été neutralisées.

Dans la présentation du compte de résultat les autres produits tiennent compte de la variation du stock de produits finis.

Les concours publics et subventions d'exploitation comprennent la participation des personnes accompagnées comprises dans la tarification du Conseil Départemental.

2. Durées d'amortissement

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés dans le coût d'acquisition.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des constructions.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire.



Application de la méthode des composants au patrimoine existant au 31 décembre 2007 et aux bâtiments achetés :

Actif acquis avant le 01/01/2008 :

Pour l'application du règlement ANC 2014-03, portant sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et sur la définition et l'évaluation des actifs, l'Association a retenu la méthode prospective.

Les règles de comptabilisation des constructions par composants retenues dans ce cas à compter du 1^{er} janvier 2008 ont été appliquées de la façon suivante :

COMPOSANTS	DUREE D'AMORTISSEMENT	POURCENTAGE ³	POURCENTAGE ⁴
Structure et ouvrages assimilés	30 à 50 ans	88,70%	90,30%
Menuiseries extérieures	25 ans	5,40%	3,30%
Chauffage collectif	25 ans		3,20%
Chauffage individuel	15 ans	3,20%	
Etanchéité	15 ans		1,10%
Ravalement	15 ans	2,70%	2,10%

Nota Bene : Lorsque le terrain d'assiette de la construction ne fait pas l'objet d'un acte séparé, le terrain est valorisé à 10 % du montant total avant décomposition de l'immeuble.

Le patrimoine existant au 31/12/2007 a été régularisé conformément à ces données dans le cadre de la production des comptes annuels 2008.

Impact dans les comptes annuels lié à la décomposition des bâtiments par composant pour le patrimoine existant au 31-12-2007 :

A la clôture de l'exercice 2024, le montant total au bilan des amortissements dérogatoires comptabilisés à ce titre est de :

- En dotation : 81 833 €
- En reprise : 166 000 €

³ Dans le cas d'un logement individuel

⁴ Dans le cas d'un immeuble collectif



3. Constructions neuves

Les règles de comptabilisation des constructions par composants pour les nouvelles constructions sont les suivantes :

COMPOSANTS	DUREE D'AMORTISSEMENT
Structure et ouvrages assimilés	30 à 50 ans
Menuiseries extérieures	25 à 30 ans
Menuiseries intérieures	15 à 20 ans
Chauffage collectif	20 à 30 ans
Chauffage individuel - Climatisation	10 à 20 ans
Plomberie - Sanitaire - VMC	25 à 30 ans
Electricité	20 à 30 ans
Système de sécurité incendie	10 à 15 ans
Revêtements	15 à 20 ans
Faux plafonds	15 à 20 ans
Peintures intérieures	10 à 15 ans
Ascenseurs	15 à 20 ans
Agencements installations	10 à 20 ans
Étanchéité - Zinguerie	15 à 20 ans
Ravalement	15 à 20 ans

Les honoraires sur travaux sont ventilés en fonction du poids relatif de chaque lot par rapport au coût total des différents lots de la construction et suivent les durées d'amortissement du lot considéré sauf si les honoraires sont attribuables directement à un lot auquel cas leur durée d'amortissement est la même que celle dudit lot.

Les taxes et redevances afférentes aux constructions suivent les durées d'amortissement relatives à la structure.



4. Autres biens amortissables

Les biens non décomposables :

Les biens non décomposables sont amortis sur la durée d'usage selon la préconisation de l'instruction M22 :

- | | |
|-------------------------------|--------------------|
| - Matériel | de 03 ans à 15 ans |
| - Matériel informatique | de 01 an à 05 ans |
| - Outillage | de 05 ans à 15 ans |
| - Automobile | de 04 ans à 10 ans |
| - Matériel de bureau | de 05 ans à 15 ans |
| - Mobilier | de 05 ans à 10 ans |
| - Agencements & installations | de 10 ans à 20 ans |
| - Logiciels | de 01 an à 3 ans |

5. Titres et participations

Les titres et participations sont valorisés à leur coût d'achat. Les titres sont dépréciés, le cas échéant, par voie de provision lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure à la valeur comptable.

6. Stocks

Les différentes catégories de stocks ont été valorisées au 31 décembre N d'après la méthode du Premier Entré Premier Sorti (PEPS). Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire du stock est inférieure à sa valeur comptable.

7. Créances

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement auxquels elles sont exposées ou lorsque leur valeur actuelle devient inférieure à leur valeur nominale.



8. Subventions d'investissement sur biens renouvelables (comptes 102600 et 103600)

Ce poste a été supprimé par le règlement ANC 2018-06, les reclassements correspondants ont été effectués au 01/01/2020 selon les cas suivants :

Cas n°1 – Subventions privées reçues avant le 01/01/2020

Subventions d'investissement sans intention explicite de renforcer les fonds propres :

Ces financements ont été reclassés au 01/01/2020 dans un compte de report à nouveau hors gestion contrôlée. Ce report à nouveau est affecté en autres réserves dans les comptes annuels 2021 conformément à la décision de l'assemblée générale du 24 juin 2021.

Cas n°2 – Subventions publiques reçues avant le 01/01/2020 avec ou sans intention de renforcer les fonds propres :

Ces subventions accordées dans le cadre de la gestion d'un ESSMS ont été reclassées dans un compte en report à nouveau sous contrôle de tiers financeur pour le montant de la quote-part de la subvention qui auraient été reprise au compte de résultat avant 2020 et dans un compte de subvention pour le solde. Le report à nouveau a été affecté en réserves d'investissement par l'Assemblée Générale 2024.

9. Subventions d'investissement sur biens renouvelables (compte 131000)

Les subventions d'investissements sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent s'il s'agit de biens amortissables.

10. Provisions réglementées

Le règlement ANC 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS en vertu des dispositions II de l'article R.314-95 du code de l'action sociale et des familles dotées à compter de 2024.

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.



11. Fonds propres

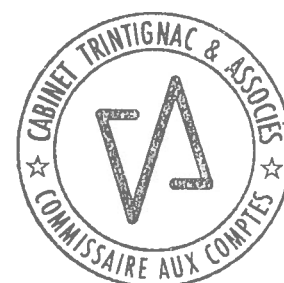
Activités propres de l'Association et des Sections :

Les résultats de l'Association et des Sections sont affectés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

12. Biens et créances reçus par legs et donations

Concernant les biens, créances et dettes reçues par legs à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par le Conseil d'Administration en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de cette condition. L'Association inscrit en engagements reçus hors bilan les biens dont elle est bénéficiaire dès qu'elle en est informée, pour leur valeur estimée, jusqu'à la date de leur comptabilisation effective à l'actif.
- Les biens reçus par legs et donations acceptés par l'entité au cours de l'exercice destinés à être conservés par l'Association en vertu d'une décision du Conseil d'Administration ou les biens destinés par le donateur à renforcer les fonds propres sont comptabilisés dans des comptes d'actif par nature à la date d'acceptation par le Conseil d'Administration.
- Les biens reçus par legs et donations acceptés par l'entité au cours de l'exercice destinés à être cédés sont comptabilisés à l'actif dans le compte « biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » à la date d'acceptation par le Conseil d'Administration. Ces biens ne sont pas amortis.
- Les disponibilités, les actifs bancaires et les actifs financiers à recevoir sont comptabilisés à l'actif dans un compte de créances dès l'acceptation et jusqu'à la date de réception des fonds.
- Les obligations attachées à ces legs et donations sont constatées en dettes ou en provisions également lors de l'acceptation.
- La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et provisions est :
 - En fonds propres sans droit de reprise lorsqu'il existe une stipulation du donateur de renforcer les fonds propres.
 - En produits dans le cas contraire.
- A la clôture de l'exercice, la valeur correspondante des actifs et passifs acceptés et non encore réalisés est portée en fonds reportés.



d. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN & AU COMPTE DE RESULTAT

I. Tableau de variation des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice Approuvé	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	25 985			25 985
Autres immobilisations incorporelles	242 883		29 676	213 207
Immobilisations incorporelles en cours	0			0
Immobilisations incorporelles Total I	268 868	0	29 676	239 192
Terrains et aménagements	8 170 088	30 675	526 706	7 674 057
Constructions	86 194 038	5 151 588	4 452 524	86 893 102
Installations techniques, matériel et outillage	10 216 556	592 933	740 834	10 068 655
Autres immobilisations corporelles	12 243 969	726 496	1 202 949	11 767 516
Immobilisations en cours	2 471 814	1 150 908	3 578 486	44 236
Avances et acomptes	89 734	559 384	589 907	59 212
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0			0
Immobilisations corporelles Total II	119 386 198	8 211 984	11 091 405	116 506 779
Titres immobilisés	3 172 186	0		3 172 186
Prêts	0			0
Autres immobilisations financières	700 053	597 296	468 699	828 650
Immobilisations financières Total III	3 872 239	597 296	468 699	4 000 836
TOTAL GENERAL (I+II+III)	123 527 305	8 809 280	11 589 780	120 746 807

Commentaires :

- Les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sur le site de l'ESATITUDE La Siagne ont été finalisés en 2024 pour un montant total de 2 959 987 € HT.
- La dernière tranche des travaux du système de désenfumage à la Mas des Fontaines ont été finalisés pour un montant de 133 475 €



Les diminutions d'immobilisations comprennent :

- La cession des éléments d'actifs de la Mas des Fontaines suite à la cession des autorisations au 15/02/2024 pour 4 734 351 €
- La vente du site de la Madonette et de l'appartement de fonction du Foyer Malbosc pour 918 504 €
- La vente du terrain dit « Les Arméniens » sur le boulevard de la Madeleine à Nice pour 490 100 €



II. Tableau de variation des amortissements

AMORTISSEMENTS	Valeur brute au début de l'exercice Approuvé	Augmentations (*)	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	25 985			25 985
Autres immobilisations incorporelles	240 871	485	29 676	211 679
TOTAL (I)	266 855	485	29 676	237 664
Aménagements des terrains	1 472 792	81 806	21 131	1 533 467
Constructions	44 835 275	3 238 114	2 191 906	45 881 483
Installations techniques, matériel et outillage	8 166 877	439 425	604 881	8 001 421
Autres immobilisations corporelles	9 833 478	605 537	1 125 700	9 313 316
Immobilisations corporelles en cours	0			0
Avances et acomptes	0			0
	0			0
Total (II)	64 308 423	4 364 882	3 943 618	64 729 687
TOTAL GENERAL (I+II)	64 575 278	4 365 367	3 973 294	64 967 351
Amortissements exceptionnels		34 985	34 985	
TOTAL	64 575 278	4 400 352	4 008 279	64 967 351

III. Tableau de variation des dépréciations

DEPRECIATIONS	Valeur au début de l'exercice Approuvé	Augmentations (*)	Diminutions	Valeur à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0			
Autres immobilisations incorporelles	0			
TOTAL (I)	0			
Aménagements des terrains	261 100		261 100	0
Constructions	0			
Installations techniques, matériel et outillage	0			
Autres immobilisations corporelles	0			
Immobilisations corporelles en cours	0			
Avances et acomptes	0			
Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	0			
Total (II)	261 100		261 100	
TOTAL GENERAL (I+II)	261 100		261 100	

La valeur du terrain dit des « Arméniens » avait été dépréciée suite à son évaluation réalisée dans le cadre sa mise en vente.

La provision pour dépréciation sur la valeur du terrain dit « des arméniens » a été reprise sur 2024 suite à la réalisation de sa cession.



IV. Variation des comptes de capitaux, des réserves et des provisions règlementées

Numéro de Comptes	Comptes	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat (+) si augmentation (-) si diminution	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la Clôture de l'exercice
1021xxxx	Fonds propres sans droit de reprise					
1022xxxx	Première situation					
1023xxxx	Fonds statutaires					
1023xxxx	Dotations non consommables					
1024xxxx	Autres apports sans droits de reprise	545 561,88				545 561,88
	Total Fonds propres sans droit de reprise	545 561,88	-	-		545 561,88
1032xxxx	Fonds propres avec droit de reprise					
1034xxxx	Fonds statutaire	424 337,65				424 337,65
1034xxxx	Autres apports avec droits de reprise					
	Total Fonds propres avec droit de reprise	424 337,65	-	-		424 337,65
	Ecarts de réévaluation					
1051xxxx	Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise					
1052xxxx	Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise					
	Total Ecarts de réévaluation	-	-	-		-
	Reserves					
1063xxxx	Reserves statutaires ou complémentaires					
1064xxxx	Reserves réglementées					
1068522	Excédents affectés à l'investissement	39 716 818,34	1 232 702,99		-1 332 198,64	39 617 322,69
1068552	Excédents affectés à la couverture du BFR					
1068562	Reserves de compensation des déficits	1 633 684,58			-464 111,72	1 169 572,86
1068572	Reserves de compensation Ch amortissement	116 301,02				116 301,02
10688xxx	Autres réserves	15 183 854,15	-89 082,63			15 094 771,52
	Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	23 576 425,16	241 931,69		-1 796 310,36	22 022 046,49
	Total des Réserves	56 650 658,09	1 143 620,36	-	- 1 796 310,36	55 997 968,09
	Report à nouveau					
1100000X	RAN Créateur hors ESMS					
11050000	RAN Créateur ESMS hors Gestion contrôlée					
11501200	RAN Créateur ESMS Gestion contrôlée - AG	5 191 272,24	-2 606 931,00	933 000,00		3 517 341,24
11502000	RAN Créateur ETS Gestion Contrôlée AT	34,59	472,61			507,20
11508XXX	RAN Autre report à nouveau					
11590200	RAN Débitaire ESMS Gestion contrôlée		-274 344,92		-664 111,74	389 766,82
11591200	Dépenses rejetées des activités sociales et médico sociales					
11592200	Dépenses pour Congés payés	-2 653 741,97	180 326,20			2 473 415,77
11900000	RAN Débitaire hors ESMS	-4 590,12				4 590,12
11950000	RAN Débitaire ESMS hors Gestion contrôlée	-28 420,63			933 000,00	961 420,63
	Dont RAN des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	2 537 530,27	-2 700 477,11	933 000,00	664 111,74	105 941,42
	Total Report à nouveau	2 504 554,11	2 700 477,11	933 000,00	- 268 888,26	468 188,74
	Excédents ou déficits de l'exercice					
12010000	Résultat - Excédent exercice hors ESMS					
12020000	Résultat - Excédent exercice ESMS gestion non contrôlée	1 548 745,54	-1 548 745,54			-
12050000	Résultat - Excédent exercice ESMS gestion contrôlée	2 681 724,42	-2 681 724,42			-
12910000	Résultat - Déficit exercice hors ESMS					
12920000	Résultat - Déficit exercice ESMS Gestion non contrôlée	-1 218 659,33	1 218 659,33			-
12950000	Résultat - Déficit exercice ESMS Gestion contrôlée	-4 568 667,38	4 568 667,38			-
	Dont Résultats des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	-1 886 942,96	1 886 942,96			-
	Total Excédents ou Déficit de l'exercice	-1 556 856,75	1 556 856,75	850 454,58	0,00	850 454,58
	SITUATION NETTE (sous total)	58 568 254,98	-	1 783 454,58	- 2 085 188,62	58 286 510,94
	Fonds propres consommables					
	Fonds propres consommables	-				-
	Total Dotations consommables	-	-	-	-	-
	Subventions d'investissements					
131xxxxx	Subventions d'équipement	3 329 132,02			-34 000,00	3 295 132,02
13181000	Taxe d'apprentissage	426 584,18		40 802,90		467 387,08
138xxxxx	Autres Subventions d'investissements					
139xxxxx	Subventions d'investissement virée au C.R.	-477 810,89		-154 199,84	2 212,73	629 798,00
13918100	Taxe d'apprentissage virée au compte de résultat	-400 976,89		-5 297,34		406 274,23
	Total subventions d'investissements	2 876 928,42	-	- 118 694,28	- 31 787,27	2 726 446,87
	Provisions réglementées					
141xxxx	Provisions réglementées pour couverture du BFR					
145000	Amortissements dérogatoires	882 569,76		81 833,40	-166 000,35	798 402,81
148300	Provisions réglementées / Pds financiers			952 535,37		952 535,37
148610	Reserves des PV nettes d'actif immobilisé	7 591 095,80		1 244 646,02	-95 141,38	8 740 600,44
	Total provisions réglementées	8 473 665,56	-	2 279 014,79	- 261 141,73	10 491 538,62
	TOTAL GENERAL	69 918 848,96	-	3 943 775,09	- 2 358 127,62	71 504 496,43
	Subventions d'investissements					
7770000	Quote part des subventions au compte résultat			158 163,84		
	Quote part MAS DES FONTAINES - cession			879,39		
	Ecart			0		
	Provisions et reprises réglementées					
68741/78741	Prov Fonds Roulement					
68725/78725	Amortissements dérogatoires			81 833,40	166 000,35	
687461/787461	Prov s/diff réalisation d'actif			1 244 646,02	1 350,27	
	Quote part MAS DES FONTAINES - cession				-93 791,11	
	Ecart			0		



NB : Les variations de report à nouveau entre la gestion contrôlée et la gestion associative correspondent à la provisions pour abondement correctif de CPF non acceptée par les financeurs à hauteur de 933 000 €
Les autres diminutions de réserves et report à nouveau correspondent à la cession de la Mas des fontaines.

Les mouvements de l'exercice traduisent des résultats des exercices antérieurs conformément aux décisions de l'assemblée générale et des autorités de tarification.

La variation du poste « dépenses pour congés payés » correspond à l'engagement en matière de congés payés au titre de la période de référence de l'année en cours et des années antérieures.

La taxe d'apprentissage hors quota :

L'IME Pierre MERLI est habilité à percevoir de la taxe d'apprentissage hors quota.

Par dérogation, les ESAT sont également agréés à percevoir la taxe d'apprentissage hors quota.

Les opérations réalisées dans ce cadre sont comptabilisées dans des comptes spécifiques en immobilisation (21), en amortissement (28) et en subventions (13).

La méthode comptable utilisée (référence plan comptable et M22) n'entraîne aucune incidence sur le compte de résultat car la dotation aux amortissements est neutralisée par un produit exceptionnel (compte 777).

En 2023 la taxe d'apprentissage hors quota perçue s'élevait à 19 375 €.

En 2024 la taxe d'apprentissage hors quota perçue s'élève à 51 399 €.

Le montant 2024 tient compte d'une régularisation au titre de 2023.



V. Provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice Approuvé	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	CLOTURE Mas des Fontaines	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	179 594	188 183	96 961	-	270 816
Autres provisions pour risques	1 254 557	33 892	33 892	132 892	1 121 664
PROVISIONS POUR RISQUES	1 434 151	222 075	130 853	132 892	1 392 480
Provisions pour charges sur legs ou donations					-
Provisions pour pensions et obligations similaires		267 358		267 358	-
Provisions pour restructurations					-
Provisions pour charges à répartir					-
Provisions pour salaires	-	15 961	-		15 961
Autres provisions pour charges	613 011	286 318	-	1 355	897 974
PROVISIONS POUR CHARGES	613 011	569 637	-	268 713	913 934
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET	2 047 162	791 712	130 853	401 606	2 306 415
Dont dotations et reprises :					-
- d'exploitation	2 239 845	490 462	96 961	134 248	2 499 098
- financière	-				-
- exceptionnelle	- 192 683	301 250	33 892	267 358	- 192 683

Conformément aux dispositions du plan comptable, des provisions pour litiges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes et sur la base des éléments du dossier et des analyses de nos conseils.

Le solde des provisions pour litiges d'un montant de 270 816 € correspond :

- à des litiges salariaux pour un montant de 233 783 €
- à des contentieux commerciaux dans le cadre de travaux immobiliers pour un montant de 37 033€.

Le solde des provisions pour risques d'un montant de 1 121 664 € correspond :

- A des abondements correctifs sur les comptes de personnels de formation (CPF) pour un montant de 933 000 €. Les pénalités n'ont pas été provisionnées compte tenu du caractère incertain des critères d'appréciation du respect des obligations en matière de parcours professionnel qui fait l'objet de différentes jurisprudences.
- Au risque de reversement de financement ARS des revalorisations mesure Laforcade des charges d'intérim pour un montant de 188 664 € dans l'attente d'une décision des financeurs.

Le solde de provisions pour salaires correspondant au rappel de salaire pour des heures de nuit sur la mas de Canta Galet s'élève à 15 961 €

Le solde des autres provisions pour charges d'un montant de 897 974 € correspond au montant de la provision relative à la remise en question de l'exonération du versement mobilité soit :

- Provisions versement mobilité au titre de 2022 : 317 970 €
- Provisions versement mobilité au titre de 2023 : 263 326 €
- Solde des majorations de retard 2022 : 31 715€
- Provisions versement mobilité au titre de 2024 : 286 318 €
- Régularisations versement mobilité 2022 à 2024 suite cession Mas des fontaines : - 1 355 €

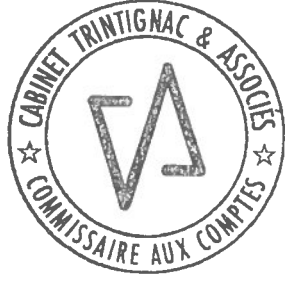
VI. Ventilation du résultat

ACTIVITES	RESULTATS 2023			RESULTATS 2024		
	Résultats comptables	Reprises des Résultats N-2	Résultats Administratifs	Résultats comptables	Reprises des Résultats N-2	Résultats Administratifs
Résultats des activités sous contrôle de tiers financeurs	- 2 700 477,00 €		- 2 700 477,00 €	132 623,00 €		132 623,00 €
Résultats des activités propres	1 143 620,00 €		1 143 620,00 €	717 831,00 €		717 831,00 €
TOTAL	- 1 556 857,00 €	- € -	1 556 857,00 €	850 454,00 €	- €	850 454,00 €

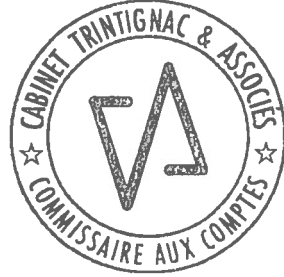


VII. Fonds dédiés

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financeurs	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
= 19110000	-	850 112				850 112		850 112
= Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	850 112				850 112		850 112
= ASSOCIATION	-	850 112				850 112		850 112
ASSURANCE VIE BOTTO	-	225 505				225 505		225 505
LEGS BOTTO	-	624 607				624 607		624 607
= 19210000	3 297 472		251 550			3 045 923	550 701	2 259 413
= Contributions financières des autorités de tarification à l'investissement	3 297 472		251 550			3 045 923	550 701	2 259 413
= FAM LES PALMIERS	116 382				32 735	83 647	83 647	83 647
REFECTION SOLS LOT 11	63 458					63 458	63 458	63 458
REHABILITATION R+1	32 735				32 735	-		-
SDSI 2017-2022 - INVEST	20 189					20 189	20 189	20 189
= FOYER VIE L. PALMIERS	116 033		4 099		32 735	144 670	83 298	144 670
Réfection sols LOT 11	63 458					63 458	63 458	63 458
REHABILITATION R+1	32 735		4 099		32 735	61 372	61 372	61 372
SDSI 2017-2022	19 840					19 840	19 840	19 840
= FOYERS HOA	935 890		108 713			827 177	62 362	827 177
2014 - DARTY - APAVE ACCESSIBILITE	11 883					11 883	11 883	11 883
2017 - MALBOSC - SDSI INVESTISSEMENTS	50 479					50 479	50 479	50 479
2018 - MALBOSC - LOUBO II-CLEMENTINE	436 180		83 335			352 845		352 845
LA SIAGNE - APAVE ACCESSIBILITE	94 360		1 070			93 291	93 291	93 291
LE ROC - APAVE ACCESSIBILITE 2020	9 201		1 370			7 832	7 832	7 832
LE ROC - APAVE ACCESSIBILITE 2021	15 839		4 471			11 369	11 369	11 369
LE ROC - FACADES	177 476		13 273			164 202		164 202
MALBOSC - MUR	103 089		2 931			100 157		100 157
MALBOSC - APAVE ACCESSIBILITE	37 383		2 263			35 119		35 119
= FOYERS HRNM	354 160		20 108			334 052	233 902	334 052
2017 Cuisine CAJ EUGENE SALLA	13 823		829			12 993		12 993
2017 Cuisine MADELEINE	22 330		2 988			19 343		19 343
2017 Façades Madeleine	21 815		-			21 815	21 815	21 815
2017 SDSI	124 087		-			124 087	124 087	124 087
PALERS LUCIOLES	1 214					1 038		1 038
PMR LUCIOLES	5 401		1 403			3 998		3 998
PMR MADELEINE	53 057		4 512			48 545		48 545
PMR TORRINI	3 788		1 300			2 487		2 487
SDB TORRINI	3 013		1 276			1 737		1 737
2017 Façades+Etanchéité+Fenêtre Madeleine	88 000		-			88 000	88 000	88 000
2017 Rénovation climatisation réversible	17 633		7 624			10 010		10 010



	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financiers	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
= IME P MERLI	54 900		9 612			45 288		45 288
2008 - CNR Réfection des Clotures	7 511		1 788			5 722		5 722
2014 - RESULTAT Aménagement aire de jeux et réfection salle de bain SEES	26 934		4 842			22 092		22 092
2015 - RESULTAT Mise aux normes ascenseurs	4 082		537			3 546		3 546
2021 - CNR Démarrage UEEA - mise aux normes électriques	1 266		100			1 166		1 166
2021 - CNR Démarrage UEEA - peintures classe	11 114		877			10 237		10 237
2021 - CNR Démarrage UEEA - Wesco mat pédagogiques	3 993		1 468			2 526		2 526
= IMAS CANTA GALET	864 374		98 197			766 177		766 177
2007 selon Accord 2009 Cf plan d'investissement	52 439		36 225			16 214		16 214
2009 Rénovation façade+mac linge et cuisine	22 813		5 070			17 744		17 744
2012 Renouvellement climatizations	24 171		4 818			19 353		19 353
2013 Réhabilitation SDB (Baignoires...)	33 269		9 042			24 227		24 227
2014 Accessibilités signalitiques (CNR)	8 900		1 193			7 707		7 707
2014 suite Réhabilitation SDB	35 524		3 679			31 845		31 845
2019 Rails translateurs (CNR)	5 681		310			5 371		5 371
Agrandissement bâtiment 2007 (CNR)	71 310		5 690			65 621		65 621
RESULTAT 2015-216-2017 Modernisation et restructuration de l'établissement (Cplt PAI)	557 060		26 855			530 205		530 205
2009 Réfection réseaux eaux usées et pluviales	14 445		1 849			12 596		12 596
2014 rail translateur	38 762		3 466			35 296		35 296
= MAS FONTAINES	793 497		6 988			786 509	87 492	-
adoucisseur anti tartre	1 256		82			1 174		-
Baignoire	7 049		147			6 902		-
Baignoires	45 560		173			45 387	33 249	-
Chariot douche	2 790		98			2 693		-
Chariots à fond amovible	3 997		84			3 913		-
cloisons semi fixes	2 038		66			1 972		-
cnr télémedecine	35 000					35 000	35 000	-
Dispositif à vapeur	3 409		60			3 349		-
éclairage parc	11 022		96			10 926		-
installation orange	16 324		218			16 106		-
isolation combles	32 671		241			32 430		-
Lave linge	9 648		156			9 492		-
Lave vaisselle	60		60			0		-



	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financeurs	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
Lèves patients	6 082		81			6 000		-
mise en conformité ascenseurs	1 685		220			1 466		-
Mobilier manifestations	1 544		97			1 447		-
portes fenestres	27 932		270			27 662		-
Rails sdb vert-jaune-bleu	2 233		195			2 038		-
Rails transfert Balnéo	2 234		65			2 170		-
Rails transfert ch rose	9 622					9 622	9 622	-
Rails transfert ch vert	9 622					9 622	9 622	-
Rails transfert chambres bleu et jaune	15 295		495			14 800		-
réfection chauffage électrique	39 988		788			39 200		-
Réfection cuisine	34 266		539			33 727		-
Réfection sols 4 unités	9 755		530			9 225		-
Réfection sols bureau	6 562		115			6 447		-
Réfection sols couloir	2 244		94			2 150		-
Réfection toiture	142 128		753			141 375		-
reprise cablage réseau	861		74			787		-
revêtement de la cour	11 428		159			11 269		-
seche linge	264		34			230		-
Surpresseur	2 985		165			2 820		-
travaux deshemfumage (réaffectation)	270 137		676			269 460		-
travaux réseau eau (réaffectation)	18 074		99			17 975		-
Volets de bois	7 733		57			7 676		-
→ SIEGE	62 236		3 834			58 402		58 402
Etanchéité	22 520		3 458			19 062		19 062
Sols	39 716		376			39 341		39 341
→ 19220000	2 100 898	708 906	100 924			2 708 880	1 330 026	2 500 505
→ Contributions financières des autorités de tarification à l'exploitation	2 100 898	708 906	100 924			2 708 880	1 330 026	2 500 505
→ ESAT ANTIBES	97 052	45 949				143 000	92 954	143 000
2019 Rémunération Stagiaires (CNR)	6 825					6 825	6 825	6 825
2020 Prime Covid différentiel (CNR)	5 603					5 603	5 603	5 603
2021 Dépenses de personnel (CNR)	12 872					12 872	12 872	12 872
2021 Forfait tests Covid (CNR)	6 461					6 461	6 461	6 461
2021 Formations TSA (CNR)	25 300					25 300	25 300	25 300
2021 Réalisation Auto-tests Covid (CNR)	2 377					2 377	2 377	2 377
2022 Appui exceptionnel des ESMS (CNR)	10 948					10 948	10 948	10 948
2022 Dégel du pts NC (MN)	4 272					4 272	4 272	4 272
2022 Mesures Laforcade NC (MN)	18 296					18 296	18 296	18 296
2023 Mesures Laforcade NC (MN)	4 098					4 098	4 098	4 098
2024 Mesures Laforcade NC (MN)		45 949				45 949	45 949	45 949



	Montant à l'ouverture de l'exercice	Report en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financiers	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
= ESAT CANNES	82 335	46 489				128 824	78 157	128 824
2021 Dépenses de personnel (CNR)	10 491					10 491	10 491	10 491
2021 Forfait tests Covid (CNR)	5 011					5 011	5 011	5 011
2021 Formations TSA (CNR)	17 730					17 730	17 730	17 730
2021 Réalisation Auto-tests Covid (CNR)	1 822					1 822	1 822	1 822
2022 Appui exceptionnel des ESMS (CNR)	8 392					8 392	8 392	8 392
2022 Dégel du pts NC (MN)	5 193					5 193	5 193	5 193
2022 Mesures Laforcade NC (MN)	24 794					24 794	24 794	24 794
2023 Mesures Laforcade NC (MN)	4 178					4 178		4 178
2024 Mesures Laforcade NC (MN)		46 489				46 489		46 489
CNR Stagiaires 2019	4 725					4 725	4 725	4 725
= ESAT LA SIAGNE	244 149	51 906				296 055	158 956	296 055
2021 Dépenses de personnel (CNR)	11 780					11 780	11 780	11 780
2021 Forfait tests Covid (CNR)	5 164					5 164	5 164	5 164
2021 Formations TSA (CNR)	22 210					22 210	22 210	22 210
2021 Réalisation Auto-tests Covid (CNR)	2 214					2 214	2 214	2 214
2022 Appui exceptionnel des ESMS (CNR)	10 198					10 198	10 198	10 198
2022 Dégel du pts NC (MN)	3 530					3 530	3 530	3 530
2022 Mesures Laforcade NC (MN)	22 504					22 504	22 504	22 504
2023 Mesures Laforcade NC (MN)	77 149					77 149		77 149
2023 Mesures Laforcade NC (MN)	8 044					8 044		8 044
2024 Mesures Laforcade NC (MN)		51 906				51 906		51 906
CNR Stagiaires 2019	2 625					2 625	2 625	2 625
Fonds dédiés SDSI 2017	78 731					78 731	78 731	78 731
= ESAT MENTON	74 582	39 750				114 333	68 866	114 333
2021 Dépenses de personnel (CNR)	11 270					11 270	11 270	11 270
2021 Forfait tests Covid (CNR)	5 260					5 260	5 260	5 260
2021 Formations TSA (CNR)	22 020					22 020	22 020	22 020
2021 Réalisation Auto-tests Covid (CNR)	1 901					1 901	1 901	1 901
2022 Appui exceptionnel des ESMS (CNR)	8 760					8 760	8 760	8 760
2022 Dégel du pts NC (MN)	2 395					2 395	2 395	2 395
2022 Mesures Laforcade NC (MN)	17 259					17 259	17 259	17 259
2023 Mesures Laforcade NC (MN)	5 716					5 716		5 716
2024 Mesures Laforcade NC (MN)		39 750				39 750		39 750



	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financiers	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
= ESAT NICE	195 375	99 583				294 958	176 018	294 958
2021 Dépenses de personnel (CNR)	27 035					27 035	27 035	27 035
2021 Forfait tests Covid (CNR)	13 612					13 612	13 612	13 612
2021 Formations TSA (CNR)	56 530					56 530	56 530	56 530
2021 Réalisation Auto-tests Covid (CNR)	5 426					5 426	5 426	5 426
2022 Appui exceptionnel des ESMS (CNR)	24 980					24 980	24 980	24 980
2022 Dégel du pts NC (MN)	12 021					12 021	12 021	12 021
2022 Mesures Laforcade NC (MN)	36 413					36 413	36 413	36 413
2023 Mesures Laforcade NC (CNR)	16 345					16 345	16 345	16 345
2023 Mesures Laforcade NC (MN)	3 012					3 012	3 012	3 012
2024 Mesures Laforcade NC (MN)		99 583				99 583	99 583	99 583
= FAM LES PALMIERS	75 095					75 095	71 347	75 095
2020 Formations Phase V (CNR)	2 210					2 210	2 210	2 210
2021 Dépenses de personnel (CNR)	13 083					13 083	13 083	13 083
2021 Forfait tests Covid (CNR)	725					725	725	725
2021 QVT Formation RPS (CNR)	1 776					1 776	1 776	1 776
2021 Réalisation Auto-tests Covid (CNR)	2 123					2 123	2 123	2 123
2022 Appui exceptionnel des ESMS (CNR)	39 594					39 594	39 594	39 594
2022 Dégel du pts NC (MN)	124					124	124	124
2023 Mesures Laforcade NC (MN) FAM SOINS	3 193					3 193	3 193	3 193
2023 Mesures Laforcade NC (MN) SOIN PALIM+MALB	554					554	554	554
SDSI 2017-2022 - STAGES	11 712					11 712	11 712	11 712
= FOYER VIE L PALMIERS	11 510					11 510	11 510	11 510
SDSI 2017-2022 Formation	11 510					11 510	11 510	11 510
= FOYERS HOA	212 550		11 149			201 401	185 629	201 401
2017 SDSI - Formation et stage	185 629					185 629	185 629	185 629
2023 - CNR SEGUR COMPENSATION CTI - 3903	15 772					15 772	15 772	15 772
2023 - LAFORCADE	11 149		11 149			-	-	-
= FOYERS HRNM	82 587					82 587	71 997	82 587
2017 SDSI - Formation et stage	71 997		-			71 997	71 997	71 997
2023 - Financement supplémentaire CAJ	10 590		-			10 590	10 590	10 590
= IME P MERLU	306 296	114 536	1 241			419 591	240 800	419 591
2015 - CNR Formation TED pour 12 salariés	3 780					3 780	3 780	3 780
2017 - CNR Enquete coût Serafin	3 000					3 000	3 000	3 000
2017 - RESULTAT Déploiement SDSI	3 451					3 451	3 451	3 451
2017 - RESULTAT Formation et matériels autismes	1 141					1 141	1 141	1 141
2020 Formations (CNR)	7 827					7 827	7 827	7 827
2021 - CNR Dépenses de personnel non perennes	25 638					25 638	25 638	25 638
2021 - CNR Forfait tests covid	5 177					5 177	5 177	5 177
2021 - CNR QVT form RPS	2 567					2 567	2 567	2 567



	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financeurs	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
2021 - CNR Réalisation Autotests	5 613					5 613	5 613	5 613
2021 Formations TSA (CNR)	34 600					34 600	34 600	34 600
2022 - CNR Appui exceptionnel ESMS	73 886					73 886	73 886	73 886
2022 - MN segur global non consommé	78 713					78 713	78 713	78 713
2023 - MN segur global non consommé	54 272					54 272		54 272
2024 - MN segur ACCESS non consommé		83 011				83 011		83 011
2024 - MN segur global non consommé		31 525				31 525		31 525
Gratifications stagiaires (CNR)	6 632		1 241			5 391		5 391
= MAS CANTA GALET	213 115	290 874	37 814			466 175	58 373	466 175
2012 Formation IDE	6 663					6 663	6 663	6 663
2015 Formation Gestion doulleur (CNR)	504					504	504	504
2016 Rémunérations stagiaires (CNR)	1 924					1 924	1 924	1 924
2017 SDSI Déploiement et formation	34 969					34 969		34 969
2020 PCPE Dotation complémentaire	10 833		5 418			5 415		5 415
2021 Dépenses de personnel (CNR)	33 431					33 431	33 431	33 431
2021 Forfait tests Covid (CNR)	9 212					9 212	9 212	9 212
2021 LAFORCADE SEGUR global non utilisé (MN)	4 646					4 646	4 646	4 646
2021 QVT Formation RPS (CNR)	1 993					1 993	1 993	1 993
2022 Appui exceptionnel des ESMS (CNR)	27 305		27 305			-		-
2022 Dégel du pts NC (MN)	12 077					12 077		12 077
2023 CNR situation critique/ REPIT ÉTÉ PCPE	5 091		5 091			-		-
2023 MN LAFORCADE NC	64 467					64 467		64 467
2024 CNR Rebasage national PCPE non consommé	-	92 589				92 589		92 589
2024 MN LAFORCADE NC	-	109 250				109 250		109 250
2024 MN SEGUR ACCESS CCNUE NC	-	77 310				77 310		77 310
2024 MN Socle 50000 solutions/ REPIT ÉTÉ PCPE	-	11 725				11 725		11 725
= MAS FONTAINES	188 556	19 819				208 375		-
2022 Dégel du pts NC (MN)	9 416					9 416		-
2023 Mesures Laforcade NC (MN)	157 053					157 053		-
2024 MN LAFORCADE NC	-	19 819				19 819		-
Formation DEAES	22 087					22 087		-
= SIEGE	317 696		50 720			266 976	115 418	266 976
ESMS NUMERIQUE	49 516		-			49 516		49 516
Déploiement outils	16 214		-			16 214		16 214
ESMS NUM 2	136 547		50 720			85 827		85 827
MAURETTES	66 344					66 344	66 344	66 344
Outils RH	9 131		-			9 131	9 131	9 131
Transition technologique	39 944		-			39 944	39 944	39 944



	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financeurs	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
= 19410000	-	-	-	-	-	-	-	-
* Fonds Dédiés SAS et SAVS	-	-	-	-	-	-	-	-
= 19480000	-	-	-	-	-	-	-	-
* Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
= 19500000	90 238	91 358	12 254	-	-	169 342	22 614	166 620
= Contributions financières d'autres organismes	90 238	76 413	11 309	-	-	155 342	22 614	152 620
= ESAT ANTIBES	13 476	-	-	-	-	13 476	13 476	13 476
2020-Contribution T.Apprentissage non utilisé	7 011	-	-	-	-	7 011	7 011	7 011
2022-Contribution T.Apprentissage GALDERMA 2020-2021 non utilisé	6 465	-	-	-	-	6 465	6 465	6 465
= ESAT CANNES	4 823	-	-	-	-	4 823	4 823	4 823
2020 Contribution T.Apprentissage non utilisé	4 823	-	-	-	-	4 823	4 823	4 823
2022 Projets Ludiques	-	-	-	-	-	-	-	-
= ESAT LA SIAGNE	314	-	-	-	-	314	314	314
2020 Contribution T.Apprentissage non utilisé	314	-	-	-	-	314	314	314
= FOYERS HOA	43 825	42 906	8 470	-	-	78 260	-	78 260
2024 - LAFORCADE + MSE + S2 + MED	5 109	40 543	-	-	-	40 543	-	40 543
FONDATION DARTY 2019	4 880	-	1 275	-	-	3 834	-	3 834
FONDATION DARTY 2020	6 918	-	2 853	-	-	2 027	-	2 027
FONDATION DARTY 2021	16 918	-	712	-	-	6 206	-	6 206
FONDATION DARTY 2022	10 000	2 363	2 803	-	-	14 115	-	14 115
FONDATION DARTY 2023	2 243	-	826	-	-	11 537	-	11 537
= FOYERS HRNM	2 243	-	468	-	-	1 775	-	1 775
2023 - ACTIVITE LUDIQUE - BABYFOOT	2 243	468	468	-	-	1 775	-	1 775
= IME P MERLI	16 277	23 507	2 060	-	-	37 724	-	37 724
2022 Projets Ludiques arts florales	-	-	-	-	-	-	-	-
2022 Projets Ludiques danse	-	-	-	-	-	-	-	-
2022 Projets Ludiques disneyland	-	-	-	-	-	-	-	-
2023-Contribution T.Apprentissage non utilisé	1 092	-	1 092	-	-	-	-	-
2024-Contribution T.Apprentissage non utilisé	-	20 507	-	-	-	20 507	-	20 507
Réfection cuisine SEES part section Antibes	3 361	-	333	-	-	3 028	-	3 028
Transfert et sorties diverses SESSAD	11 824	3 000	635	-	-	14 190	-	14 190
= MAS CANTA GALET	6 497	-	250	-	-	6 247	4 000	6 247
2016 Section Nice Balancoire adaptée	1 500	-	-	-	-	1 500	-	1 500
2020 ACTIVITES LUDIQUES Adaptei-Velo adapté	2 500	-	-	-	-	2 500	-	2 500
2023 ADAPEI-PROJETS LUDIQUES ->SNOLEZELEN	2 497	-	250	-	-	2 247	-	2 247
= MAS FONTAINES	2 783	-	61	-	-	2 722	-	2 722
Mobilier bleu	235	-	12	-	-	223	-	223
Projets ludiques 2022 -> Fauteuil Laloo Snozelen	1 225	-	18	-	-	1 207	-	1 207
Projets ludiques 2022 -> Matelas eau Snozelen	1 322	-	30	-	-	1 292	-	1 292



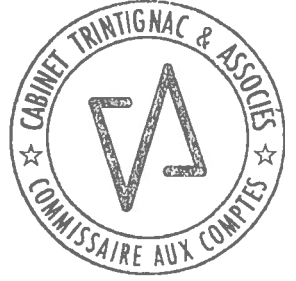
	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financeurs	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
= SECTION CAGNES								
2024-DON RMF pour activités NC	-	10 000				10 000	-	10 000
- Fonds dédiés liés à la générosité du public Investissements	-	10 000				10 000	-	10 000
- MAS CANTA GALET	-	2 181	4			2 177		2 177
2024 ADAPEI PROJETS LUDIQUES -> FAUTEUIL MASSAGE	-	2 181	4			2 177		2 177
- Contributions financières autres organismes	-	2 181	4			2 177		2 177
- ESAT LA SIAGNE		12 764	942			11 823		11 823
2024 MECENAT CAISSE EPARGNE VEHICULE SANS PERMIS		12 764	942			11 823		11 823
= 195000002	14 915					1 469		1 469
- Fonds dédiés Don AFHETAI	14 915		13 446			1 469		1 469
- SECTION NICE	14 915		13 446			1 469		1 469
2017 - Don autre Association	14 915		13 446			1 469		1 469
= 195600000	73 321	450	229			73 542	2 503	73 542
- Fonds dédiés liés à la générosité du public Exploitation	73 321	450	229			73 542	2 503	73 542
- ESAT NICE	60					60	60	60
Don	60					60	60	60
- FOYERS HOA	66 073	100	229			65 944	970	65 944
ASSURANCE VIE BARRAT F. LE ROC	65 103		229			64 874		64 874
Don		100				100		100
DON 2022 LA SIAGNE CAJ A UTILISER EN 2022	500					500	500	500
Dons 2020 EPANOUIR	470					470	470	470
- FOYERS HRNM	3 473		-			3 473	1 473	3 473
2020 - DON	100		-			100	100	100
2022 - DON	1 373		-			1 373	1 373	1 373
2023 - DON	2 000		-			2 000		2 000
- IIME P MERLI	3 715	350				4 065		4 065
Don 2021 Ateliers Jardin SIPFP	650					650		650
Don 2022 Activités diverses SIPFP	450	350				800		800
Dons tombola fête	920					920		920
Sorties SIPFP	1 695					1 695		1 695
= 196000000	15 411					13 961	4 635	7 695
- Fonds dédiés liés à la générosité du public Investissements	15 411					13 961	4 635	7 695
- IIME P MERLI	2 343		283			2 060		2 060
Abri de Jardin SEES	2 343		283			2 060		2 060



	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD (augmentations en 689)	Utilisations des FD (diminutions en 789)	Dont Remboursements aux tiers financeurs	Transferts entre FD (compte à compte)	Montant à la clôture de l'exercice	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde après Liquidation MAS des Fontaines
= MAS CANTA GALET	6 322		686			5 635	4 635	5 635
2015 Balancoire adaptée	1 255					1 255	1 255	1 255
2018 Velo adapté	2 580					2 580	2 580	2 580
2020 Velo adapté	800					800	800	800
2022 Activités AJ 2023	230			230		-	-	-
Agenc't placard unités de vie	473			300		173	173	173
Agenc't salle snolezele'n	983			156		827	827	827
= MAS FONTAINES	6 746		480			6 266		
Fauteuil Rose	122		12	12		110	110	-
Mobilier bleu	2 293		75	75		2 218	2 218	-
Mobilier extention	545		97	97		448	448	-
Mobilier extention 2e tr	1 159		97	97		1 062	1 062	-
Mobilier jaune	1 068		115	115		953	953	-
Mobilier vert	1 558		83	83		1 475	1 475	-
= 19600007	-	-	-	-	-	-	-	-
* Fonds dédiés Ressources AFHETAI	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	5 592 255	1 650 827	379 853	-	-	6 863 230	1 910 479	5 859 357

Fonds dédiés :

Les ressources de fonctionnement affectées à des projets clairement identifiés non utilisées au 31 décembre font l'objet d'une dotation en fonds dédiés. Leur utilisation fait l'objet d'une reprise de fonds dédiés.



VIII. Charges & produits constatés d'avance

- Charges constatées d'avance d'exploitation : 272 354 €
- Produits constatés d'avance d'exploitation : 312 €

IX. Etat des créances & des dettes

CREANCES	Montant brut N	à 1 an au plus	de 1 an à 5 ans	à plus de 5 ans
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres immobilisés	3 841 276	3 841 276		
Autres immobilisations financières	159 560	159 560		
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés	82 773	82 773		
Créances redevables et comptes rattachés	4 939 627	4 939 627		
Créances reçues par leg et donation	225 505	225 505		
Autres créances	491 041	491 041		
Charges constatées d'avances	272 354	272 354		
TOTAL	10 012 136	10 012 136	0	0

DETTES	Montant brut	à 1 an au plus	de 1 an à 5 ans	à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES				
Emprunts & dettes auprès des éts de crédit	9 497 812	625 382	2 101 219	6 771 211
Dépôts et cautionnements reçus	3 309	3 309		0
Découvert des banques				0
TOTAL I	9 501 122	628 692	2 101 219	6 771 211
AUTRES DETTES				
Avances & acomptes reçus	804 657	804 657		0
Redevables créditeurs	0	0		0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 241 646	2 241 646		0
Dettes sociales et fiscales	6 858 008	6 858 008		0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	689 026	689 026		0
Autres dettes	973 910	973 910		0
Produits constatés d'avance	312	312		0
TOTAL II	11 567 559	11 567 559	0	0
TOTAL III = I+II	21 068 681	12 196 251	2 101 219	6 771 211

X. Honoraires du C.A.C.

Les honoraires dus au titre de l'exercice de la mission légale de commissariat aux comptes pour 2024 s'élèvent à 48 108 € TTC (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce).

XI. Effectif salarié moyen

Cadres : 87,95 ETP

Employés : 585,42 ETP



XII. Information sur les rémunérations

Les organes de Direction de l'Association ont perçu un total de rémunération de 869 924€.

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 Mai 2006 rend obligatoire l'information sur les rémunérations des trois plus hauts dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Les trois plus hauts dirigeants sont bénévoles (Président, Présidents adjoints) et ne perçoivent aucune rémunération.

Les bénévoles et administrateurs ne perçoivent aucune rémunération.

XIII. Contributions volontaires

L'importance des contributions volontaires et les mises à disposition offertes n'ont pas pu faire l'objet d'une valorisation.

XIV. Dettes pour congés payés

L'engagement en matière de congés payés au titre de la période de référence est évalué au 31/12/2024 à 3 213 745 € (soit une dotation de 11 101 € et de 179 252 hors mas des fontaines) et comptabilisé en totalité en gestion contrôlée, en gestion commerciale pour les établissements et en gestion associative pour le siège social.

XV. Provisions pour indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article R.314-45 du Code de l'Action Sociale des Familles qui prévoit que « les économies réalisables sur les charges de personnel doivent être employées, en priorité, au provisionnement adéquat des charges afférentes aux départs en retraite et aux comptes épargne temps » et aux clauses des CPOM CD06 et CPOM ARS qui autorisent la souscription d'un contrat d'externalisation des passifs sociaux relatifs aux indemnités de fin de carrière, les indemnités de fin de carrière provisionnées sont comptabilisées en charge depuis le 1^{er} janvier 2018.

La méthode de calcul de provisionnement des indemnités reste appliquée dans la limite des droits acquis par les salariés à la date de clôture de l'exercice.



Le périmètre de calcul de l'évaluation globale des montants à liquider concerne les salariés sous CDI qui ont atteint l'âge de 50 ans dans l'exercice. L'évaluation est effectuée en prenant en compte les dispositions de la CCNT du 15 mars 1966 et de la loi portant sur la réforme des retraites.

Pour les salariés âgés de 50 ans à 64 ans révolus à la date de clôture, l'indemnité de fin de carrière est calculée en application des dispositions conventionnelles :

Pour les salariés en poste âgés de 65 ans et plus, l'indemnité retenue est actualisée chaque année.

Depuis le 01/01/2019, le montant des versements est évalué et constaté dans les comptes des établissements selon l'application de l'instruction de la DGCS du 15/05/2018 relative aux orientations de l'exercice 2018 pour la campagne budgétaire des Etablissements et Services Médico-Sociaux.

Extrait Annexe 10 article 2-2-2 ESMS privés de l'instruction de la DGCS du 15/05/2018 :

« Dans un environnement « EPRD », pour les comptes de résultat non soumis à un équilibre strict, les provisions relatives aux comptes épargne-temps et aux indemnités de départ à la retraite n'ont plus lieu d'être neutralisées pour le montant qui excède celui des économies réalisées sur les charges du groupe II (dépenses de personnel). Comme dans le cas des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics, le gestionnaire doit s'attacher en cours d'exécution budgétaire au provisionnement adéquat de ces charges. »

Ce mode de comptabilisation permet de ne pas avoir de retraitement dans le tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif.

Le solde du compte 46861000 « ARIAL CNP ASSURANCES » au 31/12/2023 était de 934 979€.

Abondement de la provision d'indemnité de fin de carrière : + 368 785 €

Reprise de provisions d'indemnité de fin de carrière suite au départ de salariés : - 348 214 €

Transfert de la provision d'indemnité de fin de carrière de la Mas des fontaines suite à la cession des autorisations au 14/02/2024 : - 291 000 €.

Le solde du compte 46861000 « ARIAL CNP ASSURANCES » au 31/12/2024 est de 664 550€.

Le montant total de provision d'indemnité de fin de carrière versé à ARIAL CNP ASSURANCES s'élève à 4 346 466 €

L'évaluation du passif social arrêté selon la méthodologie des unités de crédits projetées s'élèverait à 4 718 474 €

L'évaluation du passif social arrêté à la date du 31/12/2024 chez ARIAL CNP ASSURANCES fait apparaître une dette actuarielle qui s'élève à 4 718 474 €.

XVI. Compte épargne temps

Montant du compte épargne temps à verser au titre de 2024 :	299 757 €
Frais de tenue de compte CET :	4 098 €
Abondement complémentaire relatif aux revalorisations salariales :	41 874€
Autres régularisations	-5 939€
Soit un total d'abondement CET de :	339 790 €
Droits ouverts non exercés au 31/12/2024 :	53 382,36 Heures
Montant inscrit sur le compte CET au 31/12/2024 :	1 559 906 €

XVII. Détail des financements publics

Financements publics	Union Européenne	Etat	DAS Monaco	CAF	Conseil Départemental	Autres	Total
Produits de tarification		25 049 476	91 736		26 379 650		51 520 862
ALS APL				1 009 651			1 009 651
Rémunération garantie ASP		7 844 201					7 844 201
Subventions d'exploitation						78 926	78 926
TOTAL	-	32 893 677,00	91 736,00	1 009 651,00	26 379 650,00	78 925,81	60 453 639,81

e. ENGAGEMENTS

I. Engagements reçus

TABLEAU DES ENGAGEMENTS RECUS (HORS BILAN)					
Legs et donations en cours de réalisation	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			encaissements reçus	autres réalisations	
Legs BOTTO	882 186 €	- €	624 607 €	257 579 €	- €
Total	882 186 €	- €	624 607 €	257 579 €	- €

Le leg Botto était estimé à l'actif et au passif à hauteur de 882 186€, nous avons perçus la somme de 624 607€ et constaté la valeur d'une assurance vie de 225 505€.

Tableau de suivi des legs, donations et assurances vie

Détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » figurant au compte de résultat :

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	- €
Montant de la rubrique de produits "legs ou donations" définie à l'art. 213-9	850 112 €
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs et donations	- €
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs et donations.	850 112 €

COMPTE EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

COMPTES ANNUELS DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (LOI n° 91-371 DU 7 AOÛT 1991)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORDRE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES			1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	8 292,03	141 906,45	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	34 711,00	
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	850 112,43	139 771,06
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats	708,00	
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FOND					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS	8 292,03	141 906,45	TOTAL DES RESSOURCES	885 531,43	139 771,06
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FOND DEDIES DE L'EXERCICE	878 689,56	2 350,00	3 - UTILISATIONS DES FOND DEDIES ANTERIEURS	1 450,16	4 485,39
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	886 981,59	144 256,45	TOTAL	1 450,16	4 485,39
			RESSOURCES REPORTEES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (DROES FOND DEDIES)		
			(+) Excédent ou (+) contribution de la générosité du public	- 0,00	- 0,00
			(-) Insuffisance et (-) des versements en compte de la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (DROES FOND DEDIES)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
EMPLOIS DE L'EXERCICE			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			- Bénévolat		
- Réalisées en France			- Prestations en nature		
- Réalisées à l'étranger			- Unus en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FOND					
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL			TOTAL		

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	88 731,78	98 289,71
(-) Utilisation	1 450,16	4 485,39
(+) Report	878 689,56	2 350,00
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	965 971,18	96 154,32



II. Nantissements d'instruments financiers

- En vue de garantir le remboursement d'un prêt de 1 520 000 euros souscrit auprès de la Caisse d'Epargne le 30/01/2009 ayant pour objet l'acquisition du foyer de la MADELEINE.

Durée du nantissement : 25 ans

Montant du nantissement :

- 760 000 € jusqu'en avril 2024
- 380 000 € d'avril 2024 à avril 2034

Fin du nantissement : avril 2034

- En vue de garantir le remboursement d'un prêt de 1 755 200 euros souscrit auprès de la Caisse d'Epargne le 19/08/2008 ayant pour objet l'acquisition des foyers TORRINI, les LUCIOLES et la MAS des FONTAINES cédés par l'OPAM.

Durée du nantissement : 25 ans

Montant du nantissement :

- 438 800 € d'août 2024 à août 2033

Fin du nantissement : août 2033

- En vue de garantir le remboursement d'un prêt de 765 000 euros souscrit auprès de la Caisse d'Epargne le 02/12/2009 ayant pour objet le financement de la restructuration immobilière du foyer des LUCIOLES à MENTON.

- Durée du nantissement : 15 ans

Premier versement le 15/12/2009 pour 459 000 euros

Montant du nantissement : 229 500 euros

Fin du nantissement : décembre 2024

- Durée du nantissement : 15 ans

Deuxième versement le 23/12/2010 pour 306 000 euros

Montant du nantissement : 153 000 euros

Fin du nantissement : décembre 2025



- En vue de garantir le remboursement d'un prêt de 2 000 000 € souscrit auprès de la Caisse d'Epargne le 05/12/2011, pour une durée de 30 ans, ayant pour objet le financement de la construction d'ESATITUDE ANTIBES.

Durée du nantissement : 15 ans

Montant du nantissement : 1 000 000 €

Fin du nantissement : janvier 2027.

III. Dettes garanties par des suretés réelles

Aucune dette n'est garantie par des suretés réelles.

IV. Garantie des collectivités locales

Dans le cadre du financement de la création du FAM et du Foyer de Vie « les Palmiers », le prêt d'un montant de 4 405 000 € souscrit auprès du Crédit Foncier de France a été garanti solidairement à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre du prêt par la ville du Cannet (délibération du Conseil Municipal du 20 avril 2011) et à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre du prêt par le Conseil Départemental 06.

Dans le cadre du financement de la réhabilitation du Foyer de Malbosq, le prêt d'un montant de 1 000 000 € souscrit auprès du Crédit Foncier de France a été garanti solidairement à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre du prêt par la communauté d'agglomération du pays de Grasse (délibération du 10 juillet 2009) et à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre du prêt par le Conseil Départemental des Alpes Maritimes.

Dans le cadre du financement de l'acquisition du 20 octobre 2022 du FAM « Les Clémentines » auprès d'Habitats 06, les prêts PLS consentis à ces derniers ont été transférés à l'Association moyennant les mêmes conditions que les contrats initiaux, à savoir : le maintien des cautions des financeurs, du taux et de la durée de remboursement et moyennant les frais de transfert habituels en la matière. Ainsi, les 3 lignes de prêts d'un montant total de 2 182 279 € (prêts n° 1158396, n°1319965, n°1320106) gérés par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) continuent d'être garantis solidairement à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre des prêts par la ville du Cannes conformément à la délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2022 relative au maintien de garantie et à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre des prêts par le Conseil Départemental 06 conformément à la convention de transfert de prêt signée entre l'ADAPEI AM et le CD06 le 17/01/2023.



f. OPERATIONS DE CREDIT BAIL

Il n'y a aucun contrat de crédit-bail souscrit sur l'exercice 2024.

